

Périodique de la CGT Steria en Région Parisienne Septembre 2012

Site web: [rp.cgtsteria.info](http://rp.cgtsteria.info) e-mail : [contact@cgtsteria.info](mailto:contact@cgtsteria.info)

Egalement sur Facebook, la page cgtsteria

## **SPECIAL LUTTE CONTRE LES DELOCALISATIONS... SPECIAL LUTTE CONTRE LES DELOCALISATIONS... SPECIAL LUTTE CONTRE LES**

### **DESTRUCTION ? C'EST MAINTENANT !**

Le changement, c'est maintenant ! Tel était le slogan de campagne victorieux. Visiblement le SYNTEC et en premier lieu STERIA l'utilise pour leur besoin. La Direction, aujourd'hui se lance dans une véritable accélération vers la destruction des emplois, des acquis pourtant bien maigres à Steria.

La DG a annoncé le 17 septembre lors du Comité Central d'Entreprise et du Comité d'Etablissement de la Région Parisienne qu'elle remettait en cause tous les accords liés au temps de travail : Accord ARTT (« 35 heures »), Accord des astreintes, Accord sur les organisations atypiques (« Travail Posté »).

L'accord des 35h qui pourtant avait mobilisé les salarié-e-s contre cette supercherie (6 jours de RTT alors que mathématiquement le compte était de 23 jours, les ETAM exclus de ces jours de RTT) est trop pour ces « pontes » qui ont l'œil rivé sur leur marge !

En fait Steria veut faire exploser le contingent d'heures supplémentaire par salarié. Aujourd'hui tout salarié-e dépassant le contingent annuel de 90h a droit à un repos compensateur en plus du paiement majoré.

Concernant l'accord du travail posté que nous avons imposé grâce notamment à l'action d'une Inspection du Travail, et d'une action au Tribunal, Steria veut s'en débarrasser tellement elle galère pour mettre en place avec l'appui des managers d'Infogérance des organisations foireuses mais tout autant dangereuses pour la santé des salarié-e-s. L'exemple de la Société Générale sur le contrat API est malheureusement édifiant !

Steria sait qu'il est à la merci de n'importe quelle Inspection du Travail et donc la Direction voudrait se couvrir par un accord qui l'autorise à une véritable régression des droits.

Cela s'accompagne d'une dérive vers toujours plus de délocalisation.

**LA CGT combatta sans concession cette politique de destruction !**

### **STERIA-BOUYGUES : VIVE LA DELOCALISATION !**

En juin nous avons informé les salarié-e-s du contrat « Cortex » des intentions de la Direction du Secteur IM, représentée par sa responsable, Mme K. Brunet. Celle-ci s'est largement investie pour tenter d'enrayer la mobilisation des salarié-e-s. Malheureusement nous avons raison d'alerter les salarié-e-s sur le risque de délocalisation en Pologne de l'activité.

Aujourd'hui ce n'est plus un risque : C'est annoncé officiellement, la prestation sur le plateau de Vélizy s'arrête fin octobre et sera dorénavant effectuée à Katowice, à Steria-Pologne. Les salarié-e-s concerné-e-s vont donc perdre un de leur élément de salaire qui compensait un tant soit peu leur salaire de base ridiculement bas.

En tous cas, cela montre une chose c'est que les salarié-e-s ne doivent pas se laisser tromper par leur hiérarchie.

A noter que parallèlement Bouygues Telecom annonce la suppression de 556 emplois.

**Seule la lutte, la solidarité entre salarié-e-s peut faire reculer cette Direction.**

### **STERIA-SNCF : LES OMISSIONS MENSONGERES DE LA DIRECTION GENERALE**

La CGT Steria a été contacté par le « Parisien » le 14 septembre concernant la délocalisation d'activité en Pologne et en Tchéquie par la SNCF.

Nos camarades de la CGT SNCF ont pris le relais pour informer avec précision de quoi il s'agissait. Steria qui était titulaire de contrat d'infogérance a perdu celui-ci au profit d'IBM. Ce qu'il faut savoir c'est que Steria propose systématiquement de recourir massivement à la délocalisation.

Olivier Vallet et Karine Brunet omettent sciemment de le préciser dans leur mail façon larme de crocodile, envoyé aux salarié-e-s.

François Enaud, gérant du groupe, l'avait d'ailleurs souligné dans sa communication du 30 juillet : « ...**accroître l'utilisation de nos centres de production partagés (régionaux, nearshore et offshore).** »

**La CGT sera toujours opposée à la mise en concurrence des salarié-e-s. Les salarié-e-s ne sont pas votre marchandise !**



## AVEC LA CGT...PASSONS A L'OFFENSIVE MAINTENANT !

**Les plans de licenciements se multiplient : fermetures, restructurations, délocalisations ... Aux plans massifs de suppressions d'emplois s'ajoutent des dizaines de milliers de licenciements individuels provoqués par les patrons pour contourner les obligations que leur impose la législation sociale. Le patronat et le gouvernement veulent désormais - avec le soutien de la CFDT - imposer une réforme majeure du droit du travail et de la Sécurité Sociale dans l'objectif ouvertement affiché de réduire le coût du travail et de faciliter la remise en cause des garanties collectives nationales.**

Ce nouveau gouvernement, comme le précédent, s'enferme dans la maîtrise des « déficits publics » dans le cadre du Mécanisme Européen de Stabilité et du pacte budgétaire (TSCG) dont le président de la Banque Centrale Européenne disait en juillet qu'il permettrait « d'aller plus loin (...) dans la réforme du marché du travail ». Chacune et chacun a pu constater les dégâts de cette politique en Grèce, en Espagne ...

Le président HOLLANDE annonce désormais un vaste plan de rigueur de 30 milliards d'euros incluant d'importantes hausses d'impôts.

Pour la CGT, l'intervention des salarié-e-s est plus que jamais nécessaire pour faire reculer le patronat et le gouvernement, imposer l'augmentation des salaires, le maintien des emplois et la défense des garanties collectives.

Continuer à vouloir imposer une politique économique sur la base de la baisse des « coûts du travail » n'est pas crédible. D'ailleurs l'INSEE note que « dans l'industrie automobile, le

*coût horaire allemand est le plus élevé d'Europe. Il est en particulier supérieur de 29% à celui observé en France »,* pourtant l'industrie automobile française périclité. Cela est dû aux stratégies financières de ces groupes. En même temps ce mensonge du « *coût du travail bon élève* » comme source des difficultés des entreprises permet au patronat de continuer d'exiger des baisses de cotisations ... voire de l'abrogation de celles-ci au profit de l'impôt. Cette culpabilisation des salarié-e-s qui auraient des salaires trop élevés donne aussi plus de souplesse pour pouvoir licencier.

Pour faire barrage aux prétentions patronales, la lutte des salarié-e-s est la seule voie. De nombreuses batailles sont d'ores et déjà menées sur les questions de l'emploi dans les entreprises donneuses d'ordre<sup>1</sup>. Les stratégies de ces entreprises ont des conséquences directes sur l'emploi dans nos secteurs. Déjà plusieurs centaines de salarié-e-s ont été mis en chômage partiel, d'autres sont en inter contrats, en attente de licenciement.

En effet, dans ces politiques de régression sociale, les salarié-e-s des entreprises prestataires ne sont pas épargnés. Ils constituent même une des principales variables d'ajustement.

***C'est pourquoi il nous faut mobiliser face à ces attaques et obtenir d'une manière ou d'une autre le soutien du gouvernement. Il n'y a pas de fatalité à la situation que les salarié-e-s vivent. Des solutions nouvelles et modernes pour s'en sortir existent. La CGT dans les repères revendicatifs les porte.***

<sup>1</sup> Comme à PSA, IBM et chez les prestataires comme AUSY.

A tous les niveaux, notre organisation syndicale formule des propositions visant à rompre avec la mise en œuvre des politiques libérales ... par essence anti-sociales. Il s'agit pour nous de répondre aux attentes et aux besoins des salarié-e-s.

De son côté le MEDEF est resté fidèle à lui-même. Arcbouté sur la baisse du « *coût du travail* » comme seule solution à la crise, il a déroulé son tapis de réformes de régressions sociales.

Dans ce contexte la CGT a pris la décision de passer à l'offensive pour imposer de véritables alternatives à la crise. C'est dans ce cadre que nous appelons à une semaine d'action avec un temps fort le 9 octobre. Cette semaine d'action sera l'occasion de débattre, d'échanger et de partager nos réflexions pour agir et ne pas subir l'offensive du patronat.

Nous vous proposons de prendre toute votre place dans la construction d'un syndicalisme qui analyse, propose et agit concrètement dans l'entreprise et les localités, au service des intérêts et des revendications des salariés.

**RENDEZ-VOUS  
LE 9 Octobre  
2012 à 13h30  
PLACE D'ITALIE  
MANIFESTATION  
en direction de  
MONTPARNASSE**